

**Région des Grands Lacs -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 12 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je tiens tout d'abord à remercier M. Djinnit pour son travail remarquable et son engagement sans faille en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs. Je me réjouis que nous ayons ainsi l'occasion d'échanger avec lui dans ce format, qui permet de prendre du recul et de s'intéresser à l'ensemble des enjeux régionaux. En effet, la dimension régionale de la crise des Grands Lacs ne doit pas être perdue de vue.

Madame la Présidente,

La France a trois principaux sujets d'inquiétude dans la région, qui se renforcent mutuellement : la mise en oeuvre de l'accord-cadre d'Addis, qui reste trop lente, la poursuite de la crise politique en RDC et la situation au Burundi, qui, toutes deux, peuvent fortement déstabiliser la région si elles ne sont pas résolues. Sur ces trois sujets, le conseil de sécurité doit agir et doit agir de manière unifiée et décisive pour prévenir une crise régionale.

Concernant d'abord l'accord-cadre d'Addis Abeba, malgré quelques avancées soulignées par le secrétaire général dans son rapport et que vous nous avez présentées, cher Monsieur Djinnit, les forces négatives continuent d'agir dans la région. Si le temps de la déstabilisation réciproque par groupes armés interposés est fort heureusement révolu, l'héritage de cette époque subsiste et certains groupes armés restent actifs. Cet héritage du passé nourrit la frustration et les suspicions entre pays de la région. Elles doivent pouvoir être réglées définitivement pour que la région soit enfin en mesure de se tourner pleinement vers l'avenir et construise des relations saines de coopération. Y parvenir requiert une action décisive dans trois domaines et les organisations régionales, CIRGL comme SADC, ont un rôle clé à jouer :

Premier domaine : la lutte militaire contre les groupes armés. C'est notamment le rôle de la brigade d'intervention de la MONUSCO fournie par la SADC. Le mandat renouvelé de la MONUSCO doit pouvoir lui permettre de retrouver sa capacité de mobilité pour mener des actions offensives décisives, comme elle l'a fait pour le M23.

Deuxième domaine : l'action politique, pour démobiliser, rapatrier et réintégrer ces combattants dans leurs pays d'origine. Je pense notamment aux FDLR et aux ex-combattants du M23, mais aussi à ceux du SPLM/iO qui sont en RDC depuis l'été dernier. Cela requiert une action concertée et active et un engagement au plus haut niveau des leaders politiques

concernés. L'accord-cadre d'Addis Abeba, qui a connu une revitalisation bienvenue grâce à l'action de l'Angola en 2016, doit être pleinement mis en oeuvre et le comité de suivi de l'accord doit pouvoir s'atteler à cette tâche. Sa réunion en octobre prochain à Brazzaville est une opportunité de traiter le sujet encore une fois au plus haut niveau.

Troisième domaine : la lutte contre les trafics illégaux de ressources naturelles. Ces trafics alimentent ces groupes armés, contribuent à leur survie et nourrissent une économie de guerre et de prédation. Tant que ces trafics subsisteront, aucune stabilisation durable ne pourra être envisagée. Une action forte et concertée des pays de la région est donc nécessaire, ainsi qu'un engagement continu des partenaires internationaux pour la transparence des industries extractives et une meilleure traçabilité des minerais.

Concernant ensuite la situation en RDC, la France est très préoccupée. Sur le plan politique, l'absence de mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre 2016 retarde et menace la sortie de crise. Toutes les institutions électives du pays ont atteint la fin de leur mandat. Leur légitimité repose désormais uniquement sur l'accord du 31 décembre et le consensus qui a présidé à sa signature.

À cet égard, la nomination par le président Kabila d'un Premier ministre non consensuel, dans une procédure qui ne respecte pas les termes de l'accord du 31 décembre, est particulièrement inquiétante. Cet accord constitue la seule feuille de route crédible pour une sortie de crise, et sa violation est porteuse de graves risques pour la stabilité et l'avenir du pays.

Conformément à la résolution 2348 que vient d'adopter le conseil de sécurité des Nations unies à l'unanimité, la France réaffirme la nécessité de la mise en oeuvre urgente et sans réserve de l'accord du 31 décembre, y compris la levée des restrictions aux droits et libertés, afin de permettre la tenue, dans de bonnes conditions, des élections à la date agréée fin 2017, et de permettre le premier transfert pacifique du pouvoir de l'histoire du pays.

Il est essentiel que les partenaires internationaux, le conseil de sécurité, l'Union africaine, la SADC, qui ont tous salué l'accord du 31 décembre, garantissent le respect de sa mise en oeuvre. La France restera engagée aux côtés de ses partenaires à cette fin.

La dégradation de la situation sécuritaire et des droits de l'Homme est également particulièrement préoccupante. Les violences dans les Kasaï ont atteint un niveau que l'on espérait ne plus connaître en RDC. Il est urgent que la situation puisse être stabilisée. La France condamne les actes de violence observés dans la région au cours des derniers mois et attend avec intérêt les résultats des enquêtes conjointes entre la RDC et la MONUSCO sur les violations et les atteintes aux droits de l'Homme et au droit humanitaire dans la région. Le lâche assassinat de deux experts des Nations unies dans cette région des Kasaï souligne avec davantage d'acuité encore la dégradation de la situation localement. La France appelle à ce que toute la lumière soit faite sur ce très grave évènement, afin que les responsables soient identifiés et traduits devant la justice, et rappelle son plein soutien au groupe d'experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo, dont les membres assurent une mission essentielle.

La situation au Burundi, enfin, ne connaît malheureusement pas d'amélioration notable. Comme le dit le secrétaire général dans son rapport : «le dialogue interburundais mené sous l'égide de l'EAC est toujours dans l'impasse». Malgré les efforts du facilitateur Benjamin Mkapa, efforts que la France salue, un engagement sincère et véritable dans ce dialogue se fait toujours attendre.

De même, les observateurs de l'Union africaine ne sont pas déployés, ni les policiers prévus par la résolution 2303. Au contraire, la situation semble se détériorer sur plusieurs aspects. Comment ne pas être choqué par les images de cette vidéo dans laquelle des jeunes miliciens Imbonérakuré appellent en chœur au viol et au meurtre ? Ces images et les discours de haine qu'ils véhiculent rappellent des souvenirs extrêmement douloureux dans cette région des Grands Lacs et représentent une grave source de préoccupation pour la France. De tels comportements ne peuvent être tolérés. Les responsables du CNDD-FDD les ont condamnés. La France espère que les mesures appropriées seront prises pour y mettre fin définitivement et pour que les auteurs de violations des droits de l'Homme dans le pays soient poursuivis et condamnés.

Le Burundi peut pourtant retrouver la paix et la stabilité et jouer un rôle stabilisateur sur le continent, comme il l'a montré en envoyant des soldats de maintien de la paix en RCA et en Somalie.

Cela passe par la mise en oeuvre des résolutions du conseil de sécurité et le rétablissement des relations apaisées avec les agences de l'ONU qui ont accompagné le Burundi depuis 20 ans dans la voie du retour à la paix. La reprise de la collaboration avec le bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, afin que le Bureau puisse reprendre l'ensemble de ses activités, serait une première étape positive dans cette direction.

Cela passe aussi - et surtout - par une solution politique à la crise actuelle, dans le cadre d'un dialogue inclusif, ouvert et sincère, sous l'égide de la médiation de l'EAC et dans le respect de l'accord d'Arusha. Seul un tel dialogue, renforcé par un rejet ferme de toute violence et la garantie de la sécurité et des droits fondamentaux de chacun des Burundais, peut permettre au Burundi de retrouver la voie de la paix et de la stabilité. La France espère que le sommet de l'EAC fin avril permettra d'enclencher une dynamique positive et que le gouvernement s'engagera sincèrement dans cette voie.

Madame la Présidente,

Notre souhait le plus cher, en tant que partenaire proche des pays de la région et membre du conseil de sécurité, est de les voir consolider leur trajectoire sur la voie d'une paix et d'une stabilité durables, qui leur permette enfin de profiter de la richesse de leurs ressources naturelles et de se concentrer sur leur développement et le bien-être des populations. Cette trajectoire passe par un renforcement de la stabilité politique et de la légitimité démocratique des institutions et la lutte contre l'impunité.

Cette trajectoire est aujourd'hui remise en cause et la France s'en inquiète. Nous formons le vœu que les responsables politiques sauront se montrer à la hauteur des enjeux et redresser la

barre. Il est de la responsabilité du conseil de sécurité de les accompagner dans cette voie, de les accompagner sur ce chemin exigeant, afin d'éviter que des années d'investissement massif de la communauté internationale ne se trouvent remis en cause et, qu'une fois de plus, les populations en subissent les conséquences.

Je vous remercie./.